



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Paris, le 06/05/2025

### **Logement étudiant en Île-de-France : le Gouvernement mobilisé pour répondre à l'urgence et aux attentes**

Ce matin, Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Valérie Létard, ministre chargée du Logement, ont réuni à Ségur l'ensemble des acteurs impliqués dans la politique du logement étudiant en Île-de-France autour du préfet de la région Île-de-France et de la rectrice de la région académique Île-de-France: le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Paris, de Versailles et de Créteil, les principaux établissements publics d'aménagement (Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay (EPAPS), Grand Paris Aménagement (GPA), l'Établissement public d'aménagement EPAMarne - EPAFrance), l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF), l'Établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF), Action logement, la Banque des Territoires ainsi que les principaux bailleurs sociaux (3F Résidences, Paris Habitat, la Régie immobilière de la Ville de Paris et CDC Habitat)

L'objectif des ministres était de rappeler l'ambition du Gouvernement de créer 15 000 logements abordables par an pendant trois ans pour permettre à tous les étudiants d'avoir une chance de suivre leurs études dans de bonnes conditions. Pour cela, un plan national mobilisera les principales régions concernées ainsi que tous les acteurs pour trouver des solutions en matière de foncier, de financement, d'ingénierie...

Enfin, une attention particulière sera portée à la **soutenabilité économique des projets** et à la mission sociale du logement étudiant, notamment en renforçant le rôle des Crous et en garantissant des loyers accessibles.

L'Île de France est particulièrement concernée: elle accueille la population étudiante la plus importante de France (810 000 étudiants, soit 28% des étudiants en France), qui connaît par ailleurs une forte dynamique démographique et subit une très forte tension locative (7,4 places en résidence universitaire sociale pour 100 étudiants).

- Le Préfet de Région et la Rectrice ont travaillé ensemble à un plan d'actions pour répondre à la situation particulièrement tendue en Île-de-France avec des mesures concrètes :
- la mobilisation renforcée des acteurs, notamment des établissements publics d'aménagement (EPA), de l'établissement public foncier ou des bailleurs sociaux
- la mise en place d'une task force interministérielle pour lever les blocages opérationnels et accélérer la mobilisation du foncier publics
- l'appui sur les 9 Observatoires territoriaux du logement étudiant (OTLE) pour mieux piloter les besoins et les actions à l'échelle locale
- l'étude de solutions innovantes, comme la construction de barges d'hébergement sur le fleuve
- le développement de la construction hors-site
- la transformation de bureaux en logements étudiants

**Valérie Létard, ministre chargée du Logement:** "Le logement est une condition essentielle de l'égalité des chances. Ce que nous engageons aujourd'hui, c'est un véritable changement de méthode : la coordination des acteurs, la rapidité d'exécution, l'adaptation aux besoins locaux. Nous avons les outils, nous avons les sites, nous avons l'énergie collective. L'Île-de-France concentre près d'un tiers des étudiants de notre pays, avec 810 000 jeunes concernés. C'est aussi la région où la tension sur le logement est la plus forte. Face à cette situation, l'État est déterminé à agir vite, fort, et en coordination étroite avec tous les acteurs."

**Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:** "L'accès à un logement de qualité à prix abordable est une condition essentielle pour la réussite des étudiants. Un étudiant mal logé est un étudiant qui consacre moins de temps et d'énergie à ses études, ce qui peut compromettre ses chances de réussite. En Île-de-France, l'enjeu est particulièrement important puisque la région rassemble près de 30% des étudiants de France.

Nous nous engageons aujourd'hui pour mobiliser l'Etat et l'ensemble des acteurs afin de répondre à leurs besoins."